

VOTER NE SUFFIT PLUS

Renouvellement générationnel, rapport à l'élection et transformation de la participation politique

[Vincent Tiberj](#)

Presses de Sciences Po | « [Agora débats/jeunesses](#) »

2020/3 N° 86 | pages 143 à 159

ISSN 1268-5666

ISBN 9782724636277

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2020-3-page-143.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Voter ne suffit plus

Renouvellement générationnel, rapport à l'élection et transformation de la participation politique

Vincent Tiberj

INTRODUCTION

Déplorer le niveau de l'abstention fait partie des figures imposées lors des soirées électorales, surtout quand l'élection n'est pas présidentielle. Et très vite, lors de ces soirées dès que les premiers sondages sont disponibles, le regard se porte sur les jeunes. Ceux-ci ne se mobiliseraient guère surtout quand il s'agit d'élire des députés européens ou nationaux, des conseillers municipaux, départementaux ou régionaux, à la différence de leurs parents ou de leurs grands-parents qui, eux, feraient montre d'un plus grand sens civique. En réalité, bien sûr, l'abstention touche aussi d'autres catégories : les urbains, les peu diplômés, les catégories populaires, les précaires, mais les jeunes ont droit à un traitement particulier. On peut avoir l'impression qu'ils ont droit un traitement spécial, parce qu'ils sont l'avenir, parce que la collectivité mise sur eux. Ces nouveaux électeurs ont fréquenté l'école, le collège et le lycée. Ils ont donc été conscientisés aux valeurs républicaines. Ils sont l'avenir. Leur abstention est souvent vue comme un défaut d'intégration dans la société. Les jeunes ne seraient pas capables de comprendre les enjeux des élections, ils ne s'intéresseraient pas assez à la politique, ils resteraient trop centrés sur eux-mêmes et pas assez sur les autres, trop sur des sujets secondaires et pas assez sur les sujets essentiels. Bref, pour certains, l'abstentionnisme serait une « maladie juvénile », qui finira par passer une fois qu'elles et ils auront mûri, fini leurs études, trouvé un travail et fondé une famille, autrement dit une fois qu'ils seront enfin adultes.

Ces débats médiatiques sont pour partie au moins corroborés par des analyses scientifiques. Plusieurs travaux réalisés dans différents pays et à différents moments insistent sur l'effet du cycle de vie. Lester W. Milbrath (1965) avait déjà constaté que le vote vient en vieillissant. Mark N. Franklin (2004) l'a également montré à partir des enquêtes électorales américaines. Les entrants sur la scène électorale outre-Atlantique s'avèrent toujours être ceux

qui participent le moins – que cette entrée s’effectue dans les années 1960, 1980 ou 2000 –, puis leur participation progresse avec l’âge pour se rapprocher de celle de leurs aînés. Pour plusieurs chercheurs, cet effet tient au franchissement de différentes étapes lors de ces années de jeunesse. Dans leur article de 2001, Benjamin Highton et Raymond E. Wolfinger ont estimé, pour les États-Unis, que devenir propriétaire de son logement, passer plus de trois ans au même endroit ou entrer sur le marché du travail faisaient progresser les chances de voter respectivement de 5 %, 10 % et 6 %. Anne Muxel (2001) a noté que le rapport au vote et le rapport à la politique en France faisaient l’objet d’une période de moratoire chez les jeunes. Durant cette période, ils mettent du temps à s’inscrire, votent moins souvent et leur identité politique est moins stable. Mais, à mesure qu’ils finissent leurs études, s’installent dans une ville et dans la vie professionnelle, fondent un foyer et

deviennent parents, ils prennent le chemin des urnes. Les recherches convergent donc pour expliquer que ces évolutions de la participation électorale sont fonction du cycle de vie dans lequel se trouvent les individus. La faible participation électorale des jeunes ne serait que transitoire. Ils deviendraient des citoyens comme les autres avec l’âge. Pourtant, cela ne correspond pas à la manière dont les électeurs se comportent aujourd’hui. Les taux de participation des années 1970 qui dépassaient très régulièrement les 75 % à la

L’abstention a longtemps été vue comme le signe d’un manque d’intégration politique ; aujourd’hui, elle peut être considérée comme un non-vote d’indifférence, à travers lequel les électeurs prennent leur distance avec les élus (mais pas forcément avec la politique), un non-vote de rupture.

plupart des élections semblent aujourd’hui quasiment inatteignables, sauf pour la présidentielle. Surtout, le vote ne semble plus automatique : on peut assister à des phénomènes d’abstention ou de retours aux urnes massifs. Que cachent alors ces variations de participation ? Signifient-elles une crise ou une transformation de la démocratie et du rôle des citoyens ?

Pour y répondre, il est nécessaire de se focaliser sur une autre explication que celle de l’âge, à savoir le renouvellement générationnel. À travers lui, on pourra mieux comprendre ce qui est en train de se jouer. On a tendance à oublier en effet que continuellement de nouveaux électeurs prennent place sur la scène électorale et que d’autres la quittent. Ainsi, en 1981, 59 % des électeurs de 2017 n’étaient pas encore nés ou pas encore en âge de voter. Ne pas prendre en compte ce phénomène équivaut à supposer que les électeurs âgés en 2020 de 41 à 50 ans seraient comparables aux quarantennaires de 1980. Pourtant, les premiers sont nés dans les années 1970 et les seconds dans les années 1930. Qu’y a-t-il de commun entre l’enfance des premiers et celle des seconds ? Entre la société dans laquelle les premiers sont devenus adultes et celle où les seconds ont passé leur jeunesse ? Entre le contexte politique auquel sont confrontés les premiers ou les seconds ?

Dans cet article, je vais montrer qu'au-delà des effets d'âge et de cycle de vie, on assiste en France à une transformation du rapport au vote, porté par le renouvellement générationnel. Plusieurs travaux pointent l'importance politique de ce phénomène démographique sur la participation, les valeurs ou le rapport aux élites (Inglehart, 1990 ; Dalton, 2008 ; Tiberj, 2017). Le renouvellement générationnel aboutit en effet à ce que j'appelle le « décentrement du vote » (Tiberj, 2018), lequel vient réinterroger à la fois l'expression d'un vote et les significations de l'abstention. Si autrefois voter ne signifiait pas nécessairement une forte implication dans la vie citoyenne, mais plutôt un sens du devoir, aujourd'hui le vote peut être vu comme un droit : les nouveaux électeurs choisissent de se déplacer s'ils considèrent l'élection importante – sinon, à quoi bon se rendre aux urnes. L'abstention a longtemps été vue comme le signe d'un manque d'intégration politique (Lancelot, 1968) ; aujourd'hui, elle peut être considérée comme un non-vote d'indifférence, à travers lequel les électeurs prennent leur distance avec les élus (mais pas forcément avec la politique), un non-vote de rupture. Enfin, le décentrement du vote peut se traduire par l'extension des répertoires d'action citoyenne : ne pas voter se comprend également parce que les électeurs ont d'autres moyens de se faire entendre.

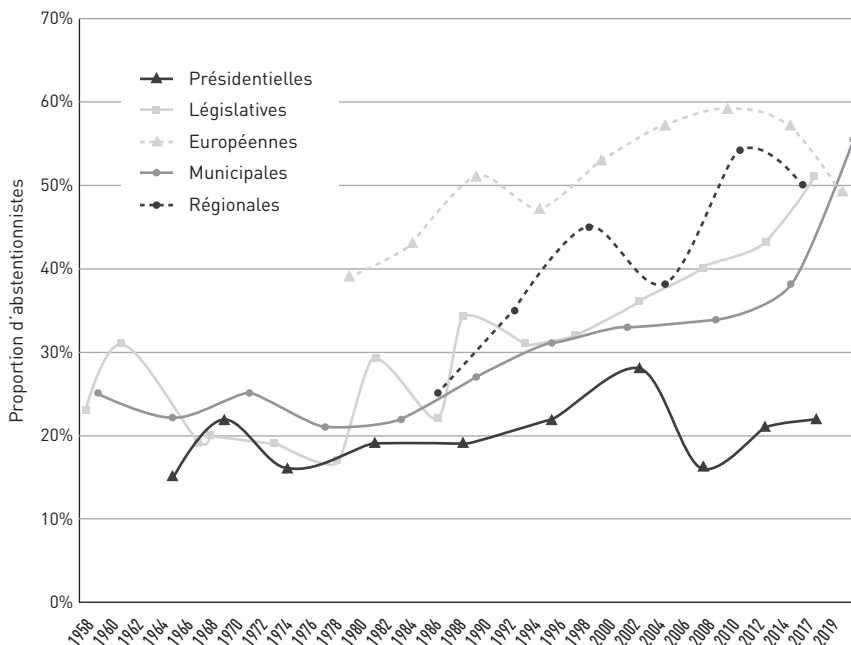
Pour rendre compte de cette nouvelle situation, je vais revenir dans un premier temps sur les évolutions de la participation électorale pour mettre en évidence la montée en force de l'intermittence du vote. Je montrerai ensuite l'importance du renouvellement générationnel dans ce phénomène, en me focalisant sur deux conséquences majeures : l'aggravation des inégalités électorales au sein des générations récentes d'une part, et des inégalités entre les générations d'autre part. Enfin, je remettrai en perspective le rapport au vote au regard de l'ensemble des moyens de participer et montrerai ici encore le poids du renouvellement générationnel.

LES ÉVOLUTIONS DE LA PARTICIPATION ÉLECTORALE

Au regard des données statistiques, on ne saurait réduire l'analyse de la participation électorale à une hausse systématique de l'abstention et conclure trop rapidement que celle-ci progresse inéluctablement en France. Le phénomène en effet est loin d'être uniforme. L'analyse des taux de participation électorale montre avant tout que cela dépend de l'élection, des postes en jeu et du contexte. Les citoyens continuent de se mobiliser fortement pour les élections présidentielles – et, de fait, de plus en plus d'électeurs le font¹ – et beaucoup moins pour d'autres élections.

1. 24,5 millions d'électeurs ont voté au premier tour de la présidentielle de 1965 et 37 millions au premier tour de 2017.

Graphique 1. L'abstention électorale en France de 1958 à 2020



Sources : résultats officiels de l'abstention aux élections présidentielles, législatives, européennes, municipales et régionales publiés par le ministère de l'intérieur entre 1958 et 2020. Compilation de l'auteur.

L'abstention dépend donc de plus en plus du type d'élections. On peut ainsi calculer les écarts maximaux de participation en découpant par mandat présidentiel pour les trois élections organisées sur l'ensemble de la période (présidentielles, législatives et municipales). La variation maximale de participation est de 16 points entre 1958 et 1965 (essentiellement à cause des élections législatives de 1962²) ; mais, entre 1965 et 1969, elle stagne à 7 points de différence, et à 9 points entre 1969 et 1974. Entre 1974 et 2002, les écarts maximaux oscillent entre 13 et 15 points. À partir de 2002, ils tournent autour de 23 points. On atteint 29 points en 2017 (entre les législatives et la présidentielle) et 33,5 points (quand on inclut les municipales).

Le contexte électoral joue donc de plus en plus dans le fait de voter ou de s'abstenir. On peut assister à des retours aux urnes, parfois de grande

2. Pour expliquer la spécificité des élections législatives de 1962, voici une proposition : ces élections font suite à la dissolution de l'Assemblée nationale par le général de Gaulle alors président dans le contexte de la fin de la guerre d'Algérie et du projet de modification de l'élection présidentielle au suffrage universel direct.

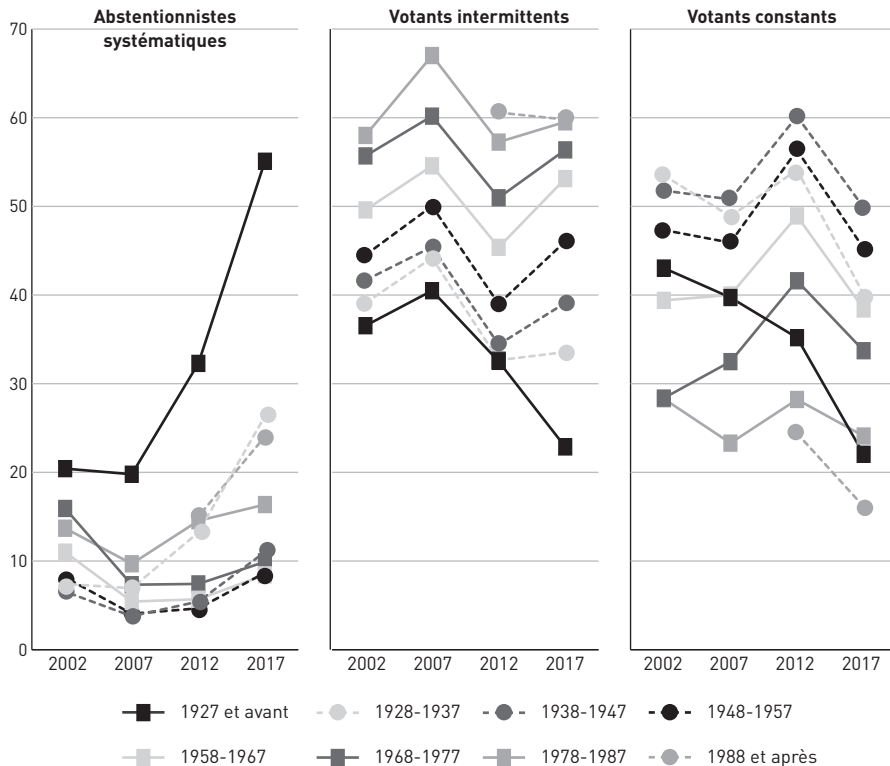
ampleur. Ce fut le cas pour les élections présidentielles en général, mais aussi pour les élections régionales de 2004 ou pour les Européennes de 2019, ou même pour le référendum de 2005 relatif au traité établissant une constitution pour l'Europe. Les explications sont conjoncturelles dans ces trois cas : une remobilisation de l'électorat de gauche après le « coup de tonnerre » du 21 avril 2002, une mobilisation écologique dans le deuxième et une campagne clivée et donc mobilisatrice pour le troisième cas. À l'inverse, certaines caractéristiques systémiques peuvent susciter des reflux conjoncturels de participation. Par exemple, on a pu constater dès 1981 que des législatives postérieures à une élection présidentielle aboutissaient à une plus faible participation qu'à mi-mandat présidentiel. Si les élections législatives de 2002 et d'après mobilisent aussi peu, c'est parce que les perdants considèrent que les « jeux sont faits ». D'autres facteurs de court terme peuvent encore accentuer le retrait des urnes. Les municipales de 2020 vont désormais constituer l'exemple paradigmatique d'une démobilisation contextuelle avec la crise sanitaire due à la pandémie de coronavirus : pour la première fois sous la V^e République, l'abstention à un même type d'élection a progressé de 17,5 points, alors que l'abstention aux municipales, le deuxième type d'élections le plus mobilisateur pour les Français depuis 2001, avait un rythme de progression relativement faible (+ 2,5 points en moyenne entre 1989 et 2014). Le second tour a confirmé l'impact de la crise sanitaire.

Ce n'est donc pas l'abstention systémique qui progresse, mais plutôt la participation ou l'abstention intermittentes (Héran, 2004). À partir des enquêtes sur la participation électorale de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), Guillemette Buisson et Sandrine Penant (2017) ont estimé que les abstentionnistes constants (non-vote aux quatre scrutins organisés pour la présidentielle et les législatives) comptaient pour 12 % du corps électoral en 2002 (8,6 % en 2007) et pour 13,4 % en 2017, tandis que les votants constants étaient 48 % en 2002, 51 % en 2007 et 36 % en 2017. En revanche, 40 % des électeurs de 2002 et 2007 étaient des votants intermittents contre 51 % en 2017. Derrière ce phénomène de l'intermittence, on retrouve le renouvellement générationnel.

AU-DELÀ DES EFFETS DE L'ÂGE, LA PERSISTANCE DU RENOUVELLEMENT GÉNÉRATIONNEL

En reprenant la même distinction entre abstentionnistes, votants constants et votants intermittents, on constate que plusieurs effets temporels se conjuguent. Des effets de période vers plus ou moins de mobilisation affectent l'ensemble de la population pour une élection en particulier, auxquels il faut ajouter des effets d'âge (ou de cycle de vie), notamment au moment de la jeunesse ou de la vieillesse en défaveur de la participation constante, les effets de générations étant encore plus massifs, même s'ils restent généralement cachés.

Graphique 2. Le rapport au vote par génération et séquence électorale



Sources : enquêtes sur la participation électorale de l'INSEE, 2002-2017.

Note de lecture : pourcentages pour chaque cohorte et chaque année d'abstentionnistes systématiques, de votants intermittents et de votants constants.

Un effet de période a pu ainsi être mesuré dans l'ampleur du retour aux urnes en 2007 par rapport à 2002 et 2012. La crainte de voir se rejouer la qualification de l'extrême droite en 2007 correspond au pic de vote intermittent dans de nombreuses cohortes (et donc indépendamment de l'âge). Sans doute, une fois la non-qualification de Jean-Marie Le Pen, puis l'élection de Nicolas Sarkozy acquise, nombre d'électeurs se sont retirés.

Deux effets d'âge sont particulièrement visibles : d'une part les effets de moratoire politique chez les jeunes (Muxel, 2001) qui font que le pli du vote met du temps à être pris, et d'autre part les effets de vieillissement qui aboutissent à un retrait des urnes. Prenons la cohorte 1968-1977 dont les membres avaient entre 25 ans et 34 ans en 2002 : elle comptait le plus

d'abstentionnistes systématiques (16 %) après les nés en 1927 ou avant, et faisait partie des deux cohortes comptant le moins de votants constants (28 %). En 2017, ses membres ont désormais entre 35 et 44 ans, et 7,5 % sont des abstentionnistes systématiques contre 41 % d'entre eux qui sont désormais des électeurs constants. En revanche, la fin du moratoire politique qui se traduisait généralement par plus de participation semble moins se manifester dans les cohortes 1978-1987 et 1988 et après. Il est encore trop tôt pour conclure à un effet transitoire ou durable.

Un autre effet du cycle de vie concerne principalement les électeurs nés avant la Seconde Guerre mondiale et se traduit par leur retrait des urnes. En 2002, les électeurs nés en 1927 ou avant avaient déjà au moins 75 ans ; en 2017, ils ont au moins 90 ans. La part des abstentionnistes systématiques parmi eux passe dans cette période de 20,5 % à 55 % en raison de leur grand âge et des difficultés physiques et cognitives consécutives à celui-ci. Le même phénomène commence à être visible dans la cohorte 1928-1937. Ils ne comptaient que 7,5 % d'abstentionnistes systématiques en 2007 contre 13 % en 2012 et 26,5 % en 2017.

Mais, ce sont les effets de cohorte qui s'avèrent les plus marquants. Plus une cohorte est récente plus elle compte de votants intermittents. En cela, les cohortes post-baby-boom se démarquent de celles du baby-boom nées dans les années 1940 et 1950 et assidues aux urnes. La cohorte 1938-1947 se caractérise par le plus fort taux d'électeurs constants pour les trois dernières séquences électorales : 50,5 % en 2007, 60 % en 2012 et 50 % en 2017. La cohorte 1948-1957 est désormais la seconde qui compte le plus d'électeurs constants (56,5 % en 2012, 45 % en 2017), après le puissant effet de vieillissement de la cohorte 1927-1938. Plus une cohorte est récente, moins elle compte de votants constants et il s'avère difficile de voir là un effet de moratoire politique puisque ce phénomène s'étend largement au-delà des années de jeunesse. En 2017, seuls 38,5 % des membres de la cohorte 1958-1967 sont des votants constants, alors qu'ils ont entre 49 et 60 ans ; dans la cohorte 1968-1977 (âgée de 40 à 49 ans), ils ne sont que 34 % et, dans la cohorte 1978-1987 (âgée de 30 à 39 ans), ils sont 24 %, soit deux fois moins nombreux que dans la cohorte 1938-1947. Autant on peut éventuellement considérer que le comportement électoral de la cohorte 1988 et après renvoie à la théorie du moratoire politique, autant il paraît difficile de l'appliquer à ceux qui sont désormais quarantenaires ou cinquantenaires et qui pourraient être leurs parents.

Il serait faux de caractériser ces cohortes comme « aciviques », ce qui se traduirait notamment par un nombre important d'abstentionnistes systématiques. En fait, une majorité des post-baby-boomers sont des électeurs intermittents ; ils se déplacent aux urnes, mais pas à toutes les élections. Généralement, ils sont présents pour les présidentielles. En 2017, les votants

intermittents représentent 60 % des électeurs nés après 1978, 56,5 % de ceux nés entre 1968 et 1977 et 53 % de ceux nés entre 1958 et 1967. On assiste bien à une évolution majeure du rapport aux urnes en France, et parce que cette évolution est portée par le renouvellement générationnel et non par des effets d'âge, il faut s'attendre à ce qu'elle persiste. Les électeurs seront de moins en moins assidus aux urnes, à mesure que les générations du vote systématique vont vieillir et partir, remplacées par les générations du vote intermittent. Cela ne veut pas dire que le vote va disparaître comme moyen d'action, mais bien que les électeurs ne seront pas toujours au rendez-vous des urnes. Quelles sont les conséquences de ce changement de comportement ?

RENOUVELLEMENT GÉNÉRATIONNEL ET DYNAMIQUES DES INÉGALITÉS ÉLECTORALES

La première conséquence du renouvellement générationnel se traduit en termes d'inégalités. La montée générationnelle de l'intermittence électorale aboutit à ce que les résultats de certaines élections reflètent de moins en moins certaines voix, notamment celles des plus pauvres (Braconnier *et al.*, 2017) ou des quartiers les plus défavorisés (Jardin, 2014). Seules les présidentielles font exception³. Mais pour toutes les autres élections, et particulièrement pour les législatives, l'intermittence du vote fait que dans les urnes certains groupes pèsent plus qu'ils ne devraient tandis que d'autres groupes n'ont plus la place qui leur revient. C'est ce que révèle le graphique 3, p. 151.

Si l'on prend l'exemple des législatives de 2002, deux inégalités sont particulièrement visibles : la première est celle liée au niveau de diplôme⁴. Indépendamment des cohortes d'appartenance, plus les individus sont diplômés, plus ils pèsent dans les urnes. Ainsi, les diplômés du supérieur des cohortes 1928-1937 et 1948-1957 pèsent 1,25 fois leur poids démographique dans les suffrages exprimés, leurs homologues de la cohorte 1938-1947 pèsent 1,3 fois leur poids et ceux de la cohorte 1928-1937 1,34 fois leur poids. En comparaison, tous les diplômés du primaire ou du secondaire pèsent moins.

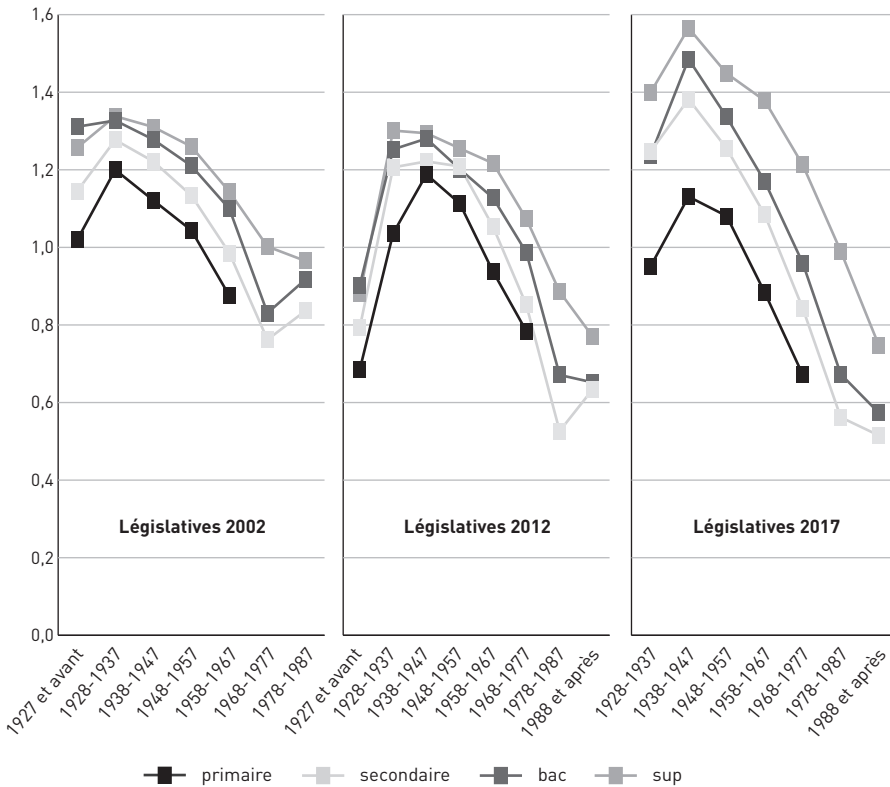
Mais les inégalités les plus criantes sont celles entre générations. Les cohortes du baby-boom pèsent globalement plus dans les urnes que leur poids démographique, tandis que les cohortes post-baby-boom pèsent

3. Les présidentielles mobilisent toujours autant, en partie parce que les Français ont conscience des enjeux d'élire le chef de l'État, mais aussi sans doute parce que la mobilisation sociale joue pleinement : en haut avec les médias, les responsables politiques et les figures publiques, en bas avec les discussions familiales, amicales ou professionnelles. En cela, il est tout à fait juste de parler d'« effervescence électorale » (SPEL, 2016).

4. Ce résultat est assez classique ; on le retrouve dans la plupart des pays (Franklin, 2004).

moins, indépendamment du diplôme. Et surtout, parmi ces cohortes récentes, les groupes qu'on entendra le moins sont les moins diplômés : les diplômés du collège dans les cohortes 1968-1977 et 1978-1987 en 2002 pèsent 0,8 fois leur poids dans les urnes, par exemple.

Graphique 3. L'accroissement des inégalités de représentation aux législatives



Sources : enquêtes sur la participation électorale de l'INSEE, 2002, 2012 et 2017.

Note de lecture : 1 signifie que le groupe testé pèse exactement le même poids dans les urnes que dans la population des inscrits, 1,5 qu'il pèse une fois et demie son poids dans les urnes par rapport à son poids chez les inscrits, et 0,5 qu'il pèse deux fois moins dans les urnes par rapport à son poids chez les inscrits⁵.

5. On a laissé de côté les législatives de 2007, car le niveau de diplômes des individus date du recensement de 1999. Il n'apparaît donc pas assez fiable, notamment dans les cohortes les plus récentes.

Les inégalités entre générations liées au diplôme se sont aggravées par la suite pour culminer en 2017. Désormais, les diplômés du supérieur des cohortes anciennes pèsent de 1,4 à 1,56 fois leur poids dans les urnes, tandis que les diplômés du secondaire dans la cohorte 1978-1987 et 1988 et après pèsent deux fois moins. Les inégalités entre cohortes se sont donc creusées, y compris parmi des cohortes dont les membres sont entrés depuis longtemps dans la vie active. Dans la cohorte 1968-1977, les moins diplômés pèsent 0,67 fois leur poids, et 0,84 fois s'ils sont diplômés du secondaire, alors que leurs homologues des cohortes plus anciennes pèsent plus que leur poids démographique⁶. On rejoint donc le diagnostic posé par Céline Braconnier, Baptiste Coulmont et Jean-Yves Dormagen (2017) : « [...] la progression de l'abstention de la dernière décennie opère donc bien comme un amplificateur des inégalités de participation électorale », sauf pour les présidentielles. Il s'agit de la phase noire du renouvellement générationnel pour la participation électorale, mais nous allons voir que le renouvellement générationnel s'accompagne d'une évolution vers une autre participation politique.

UN AUTRE RAPPORT AU VOTE ET À LA PARTICIPATION POLITIQUE

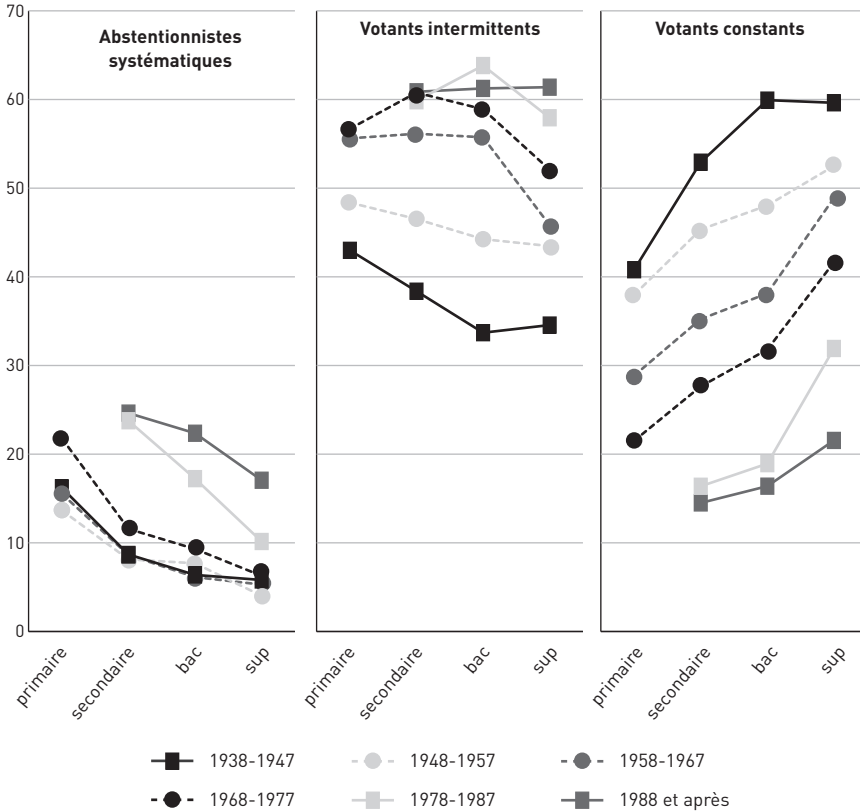
Les post-baby-boomers les moins diplômés étant plus souvent des votants intermittents, on pourrait penser que ce rapport au vote est le symptôme d'une incompétence politique (Gaxie, 1978) ou d'un retrait de la vie civique, mais on retrouve aussi une forte intermittence parmi leurs homologues générationnels plus diplômés ou appartenant aux catégories supérieures. Pour ces derniers, cela dénote alors plutôt une transformation des manières de participer en politique. Clairement, pour ceux-là, voter ne suffit plus.

Pour montrer le lien entre renouvellement générationnel, diplôme et rapport au vote, j'ai analysé plus finement la séquence électorale de 2017. Parmi les diplômés du supérieur, on passe d'un vote constant particulièrement fort chez les baby-boomers à la montée en puissance d'un vote intermittent chez les cohortes d'après. S'ils sont nés entre 1938 et 1947, 59,5 % des diplômés du supérieur sont encore des électeurs assidus⁷, tout comme 52,5 % dans la cohorte 1948-1957. En revanche, s'ils appartiennent à la cohorte 1967-1978, seuls 41,5 % des diplômés du supérieur sont assidus, 32 % dans la cohorte 1978-1987 et 21 % dans la plus récente. À titre de comparaison, ces niveaux d'assiduité se retrouvent uniquement parmi les diplômes du primaire des cohortes anciennes : 34,5 % dans la cohorte 1928-1937, 41 % dans la cohorte 1938-1947 et 38 % dans la cohorte 1947-1958. Le même phénomène existe si

6. Seuls les diplômés du primaire de la cohorte 1928-1937 font exception, probablement parce qu'ils sont touchés par les inégalités de vieillissement de leur classe d'âge.

7. Dans cette cohorte s'expriment les inégalités de vieillissement : en 2017, on compte 31 % d'absentéistes constants parmi ses membres diplômés du primaire contre 16 % parmi les diplômés du supérieur.

Graphique 4. Le rapport au vote en 2017 selon les générations et le niveau de diplôme



Sources : enquêtes sur la participation électorale de l'INSEE, 2017.

Note de lecture : pourcentages pour chaque cohorte et niveau de diplôme de votants constants, intermittents et d'abstentionnistes systématiques

l'on considère l'entrée par professions. La constance du vote reste la norme pour les cadres du baby-boom : 51,5 % d'entre eux ont voté aux quatre tours du scrutin de 2017 s'ils appartiennent aux cohortes 1938-1947 et 1948-1957. Mais, parmi leurs homologues post-baby-boomers, ils ne sont plus que 38 % dans la cohorte 1978-1987 et 27,5 % dans la cohorte 1988 et après. En comparaison, environ 33 % des ouvriers des cohortes 1938-1947 et 1948-1957 sont des votants constants. Et le même phénomène se retrouve quand on compare les hommes et les femmes.

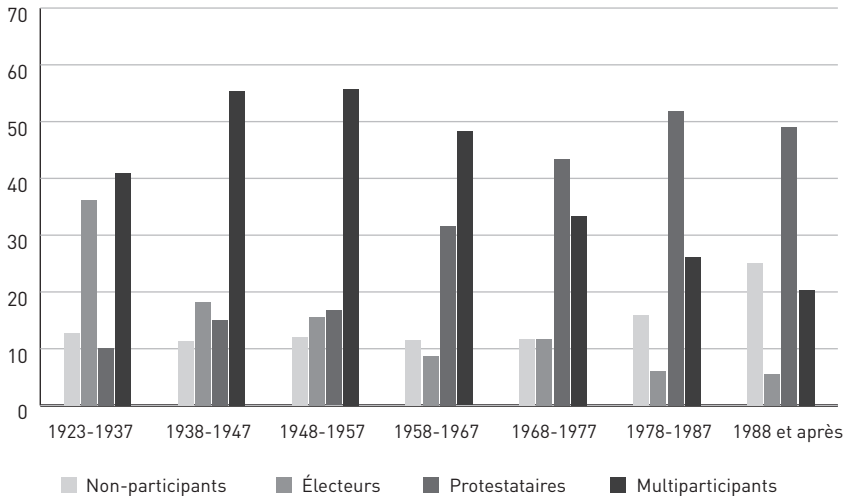
Il y a indubitablement deux phénomènes à l'œuvre, tous deux associés au renouvellement générationnel. D'une part, des inégalités sociales face au vote se creusent dans les cohortes récentes et cela se traduit par des urnes de plus en plus grises (marquées par le vote des plus âgés), excepté aux présidentielles. D'autre part, le rapport au vote se transforme entre les générations : même parmi les post-baby-boomers, les plus dotés en capital économique et culturel, se rendre aux urnes est de moins en moins un automatisme.

Dans le premier cas, cela peut aboutir à une disparition des radars politiques de pans entiers de ces cohortes : en ne se rendant plus aussi souvent aux urnes que leurs homologues des générations plus anciennes, ces peu-diplômés, ces employés, ces ouvriers ou ces précaires se condamnent au silence. Plus grave, s'ils ne votent pas de manière assidue, les candidats auront-ils encore à cœur de prendre en compte leurs demandes et besoins ? N'auront-ils pas tendance à se concentrer sur les demandes des votants constants ?

Dans le second cas, l'intermittence de la participation aux scrutins pourra être compensée par d'autres moyens d'action. Ces post-baby-boomers ne se contentent plus en effet du vote et jonglent avec les différents moyens d'action à leur disposition. C'est ce que l'on peut constater quand on décentre le regard des enquêtes sur la participation électorale de l'INSEE en mobilisant l'enquête Valeurs de 2018 (Bréchon *et al.*, 2019) qui mesure la participation à plusieurs actions protestataires (boycotts, pétitions, manifestations) des interviewés, mais aussi s'ils votent systématiquement, de temps en temps ou jamais lors d'élections nationales, européennes et locales. Cela permet de distinguer les votes systématiques des votes intermittents et de constater que la logique à l'œuvre est la même que dans les enquêtes sur la participation électorale⁸, à part quelques différences mineures dues aux mesures et aux échantillons.

J'ai essayé, à travers une typologie, de synthétiser les manières dont les citoyens participent à la politique, en prenant en compte à la fois le lien au vote et le lien aux mobilisations sociales. L'implication électorale est mesurée au fait d'avoir déclaré toujours voter (ou non) aux élections nationales, locales et européennes. Pour mesurer la dimension « mouvementiste », les individus sont distingués selon qu'ils ont (ou non) participé au moins une fois à une manifestation ou à une pétition. On aboutit donc à quatre groupes : les **non-participants** (16 % de l'échantillon) qui ne votent pas systématiquement et n'ont jamais participé à une action protestataire, les **électeurs** (13 %) qui

8. Parmi les cohortes nées avant 1958, entre 71 % et 77 % des répondants déclarent voter systématiquement aux élections nationales, européennes et locales. Ils ne sont plus que 45 % dans la cohorte 1968-1977, 32 % dans la cohorte 1978-1987 et 26 % dans la cohorte 1988 et après. En revanche, ces trois cohortes comptent respectivement 42 %, 45 % et 50 % de votants intermittents et 13 %, 22 % et 25 % d'abstentionnistes constants (déclarés).

Graphique 5. Les répertoires de participation au sein des cohortes

Source : enquête Valeurs France, 2018, calcul de l'auteur.

Note de lecture : pourcentages parmi chaque cohorte de non-participants, d'électeurs, de protestataires et de multiparticipants.

n'ont jamais protesté, mais déclarent voter systématiquement, les **protestataires** (34 %) qui ont déjà manifesté ou pétitionné, mais ne votent au mieux que de manière intermittente, et enfin les **multiparticipants** (37 %) qui utilisent les moyens d'action protestataires et déclarent voter systématiquement. Les rapports à la participation diffèrent fortement entre les cohortes. Une première manière de regarder est de se fonder sur le type de participation le plus courant dans les cohortes.

Les répondants nés avant 1947 se caractérisent par une forte proportion d'électeurs qui ne participent qu'à travers le vote et rejettent les autres modes d'action. En cela, ils sont caractéristiques de ce que j'avais appelé la « citoyenneté de déférence » (Tiberj, 2017). Ronald Inglehart (1990) avait déjà caractérisé le style de participation des cohortes nées avant-guerre comme typique de la « participation dirigée par les élites », avec le vote comme cas typique : les électeurs se déplacent parce qu'on le leur demande et que c'est un devoir pour élire des candidats désignés par en haut, avant de redevenir des citoyens qui savent rester à leur place. Ces cohortes sont aussi celles de la « remise de soi » de Pierre Bourdieu (1978) : rester à sa place et laisser les figures d'autorité sociales, politiques et religieuses choisir pour elles. C'est d'ailleurs aussi parmi ces cohortes que les responsables politiques suscitent

encore une certaine confiance. On comprend alors pourquoi elles refusent la manifestation ou la pétition comme moyen d'action : ces dispositifs de « participation contre les élites » ne rentrent pas dans leur conception de la place des citoyens.

Mais, compte tenu de leur place dans la société, cette citoyenneté de déférence va se marginaliser. Le déclin du nombre d'**électeurs** avec le renouvellement générationnel montre en quoi le vote et ce rapport vertical au vote est en train de disparaître. On ne compte déjà plus que 18 % d'électeurs dans la cohorte 1938-1947, et cette proportion tombe en dessous des 10 % dans les cohortes 1958-1967, 1978-1987 et 1988 et après. Dans les cohortes du baby-boom, une majorité des membres recourt à l'ensemble des moyens d'action.

Les **multiparticipants** pèsent 55 % dans les cohortes 1938-1947 et 1948-1957 et encore 48 % dans la cohorte 1958-1967. Ici, on voit combien les baby-boomers ont contribué à transformer durablement la participation politique et la place des citoyens en France.

En revanche, dans les cohortes nées après 1970, les citoyens qui utilisent l'ensemble des moyens d'action ne sont plus qu'entre 33 % et 20 %, et on a vu que très peu d'entre eux n'utilisent que le vote. Pourtant, on ne peut les considérer comme « aciviques ». Ces électeurs participent, mais sans être

des électeurs systématiques et en mobilisant des modes d'action que certains qualifient de non conventionnels (Milbrath, 1965) : les **protestataires** sont 43 % dans la cohorte 1968-1977, 52 % dans la cohorte 1978-1987 et 49 % dans la cohorte 1988 et après. La manifestation, la pétition, le boycott, et sans doute les nouveaux moyens proposés par Internet et les réseaux sociaux, sont leurs canaux de participation privilégiés quand il s'agit d'exprimer leurs opinions. Dès lors, l'intermittence des urnes dans ces cohortes ne veut pas dire une absence de participation : elle prend juste d'autres formes. Dans ces cohortes, le vote n'a donc plus la même signification. Pour les personnes nées avant-guerre c'est un devoir civique, mais pour les post-baby-boomers c'est un moyen de participer comme un autre. Et sans doute est-ce un moyen d'action moins intéressant que d'autres puisque le message que le votant envoie ne lui appartient plus une fois le bulletin dans l'urne. En revanche, une pétition ou une manifestation permettent d'exprimer plus clairement ce que l'on souhaite. Le vote devient alors un droit, que l'on exerce selon les élections et le contexte. On peut aussi envisager que derrière l'intermittence du vote s'exprime une forme d'indifférence face à la classe politique ou à sa finalité de choisir des élus.

Il faut s'inquiéter de la part de non-participants parmi les peu diplômés des cohortes récentes : 15 % des baby-boomers diplômés du secondaire sont des non-participants, mais ils sont 25 % parmi leurs homologues membres de la cohorte 1978-1987 et 37 % pour la cohorte 1988 et après.

Il faut enfin se pencher sur le groupe des **non-participants**, qui pourrait signifier une rupture avec la politique et l'incapacité de faire entendre sa voix. Dans la plupart des cohortes, leur proportion oscille entre 11 % et 16 %. Mais on note un pic à 25 % dans la cohorte 1988 et après. Ce peut être un effet du moratoire politique des années de jeunesse qui fait que l'on n'est pas encore pleinement citoyen malgré son statut légal. Dans ce cas, les non-participants devraient prendre l'habitude de la participation (par les urnes ou d'autres moyens) plus tard, dès lors qu'ils exerceront un emploi, auront des enfants ou paieront des impôts. Mais on peut aussi s'alarmer de la proportion de ces non-participants dans certains groupes politiquement et socialement défavorisés. D'abord, compte tenu des niveaux de diplômés dans les cohortes, on devrait voir cette proportion de non-participants progressivement baisser avec le renouvellement générationnel, ce qui n'est pourtant pas le cas. Ensuite, il faut s'inquiéter de la part de non-participants parmi les peu diplômés des cohortes récentes : 15 % des baby-boomers diplômés du secondaire sont des non-participants, mais ils sont 25 % parmi leurs homologues membres de la cohorte 1978-1987 et 37 % pour la cohorte 1988 et après. Pour ces citoyens, l'évolution du rapport au vote les fait vraisemblablement passer du vote de devoir, ce qui les obligeait quand même à exprimer leurs préférences, à une forme d'abstention de rupture où leurs voix ne se font plus ou pas assez entendre.

CONCLUSION

Le renouvellement générationnel est associé à un changement de culture face au vote. Cet acte était et est toujours pratiqué de manière très régulière par les cohortes d'avant-guerre et du baby-boom, quelles que soient les élections. Parmi ces cohortes, beaucoup votaient par devoir, sans nécessairement être intéressées par la politique. Elles étaient alors dans la logique de remise de soi identifiée par Bourdieu (1978). D'autres votaient en tant que citoyens impliqués, mais mobilisaient également d'autres moyens d'action.

Avec le renouvellement générationnel, le vote n'est plus automatique. Il est encore très pratiqué quand il s'agit d'élections présidentielles, parce que les enjeux sont importants et parce que la société est en phase d'effervescence électorale. Mais, en dehors de ces élections majeures, le vote n'est plus aussi chargé de valeurs et de devoirs. Ici, se donne à voir une vraie dualisation du rapport à la participation politique.

Pour certains post-baby-boomers, aller aux urnes n'est plus qu'une manière parmi d'autres de s'exprimer et pas forcément la plus efficace. Avec eux, l'institution électorale et par ricochet la démocratie représentative se trouvent sous pression notamment en termes de légitimité et de capacité d'action. Ces individus jouent cependant leur rôle de citoyens autrement, par

la manifestation, la pétition et bien d'autres moyens d'action. Ils sont alors sans doute encore plus exigeants et connectés.

Mais, à côté de ces post-baby-boomers participatifs, il en est d'autres, peu diplômés, plus souvent précaires ou appartenant aux catégories populaires. Or, ceux-ci semblent de moins en moins s'exprimer à travers les urnes ou ailleurs. Le principal problème est qu'ils seront alors de moins en moins audibles par les responsables politiques. Que l'on compte autant de non-participants parmi les membres des cohortes 1978-1987 et 1988 et après peut donc être soit le signe alarmant qu'une partie de cette génération se dissocie du politique, soit que le processus de socialisation à la politique est en cours. Quoi qu'il en soit, cela oblige à rester vigilant, car la fabrique des citoyens est une tâche qu'il faut sans cesse remettre en œuvre.

■ BIBLIOGRAPHIE

BOURDIEU P., 1978, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Minit.

BRACONNIER C., COULMONT B., DORMAGEN J.-Y., 2017, « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale. Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue française de science politique*, n° 6, vol. 67, p. 1023-1040.

BRÉCHON P., GONTHIER F., ASTOR S. (dir.), 2019, *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

BUISSON G., PENANT S., 2017, « Élections présidentielle et législatives de 2017 : neuf inscrits sur dix ont voté à au moins un tour de scrutin », *INSEE Première*, n° 1670.

DALTON R. J., 2008, *The Good Citizen : How a Younger Generation is Reshaping American Politics*, Thousand Oaks (États-Unis), CQ Press.

FRANKLIN M. N., 2004, *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies since 1945*, New York (États-Unis), Cambridge University Press.

GAXIE D., 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil.

HÉRAN F., 2004, « Voter toujours, parfois... ou jamais », in CAUTRÈS B., MAYER N. (dir.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 351-367.

HIGHTON B., WOLFINGER R. E., 2001, « The first seven years of the political life cycle », *American Journal of Political Science*, n° 1, vol. 45, p. 202-209.

- INGLEHART R.**, 1990, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton (États-Unis), Princeton University Press.
- JARDIN A.**, 2014, « Le vote intermittent. Comment les ségrégations urbaines influencent-elles les comportements électoraux en Île-de-France ? », *L'Espace politique* [en ligne], n° 2, vol. 23.
- LANCELOT A.**, 1968, *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Armand Colin.
- MILBRATH L. W.**, 1965, *Political Participation : How and Why Do People Get Involved in Politics ?*, Chicago (États-Unis), Rand McNally and Company.
- MUXEL A.**, 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- SPEL (COLLECTIF SOCIOLOGIE POLITIQUE DES ÉLECTIONS)**, 2016, *Les sens du vote. Une enquête sociologique (France 2011-2014)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- TIBERJ V.**, 2017, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France.
- TIBERJ V.**, 2018, « Le vote décentré ? Renouvellement générationnel et rapport à la participation électorale en France », *Revue française de science politique*, n° 5, vol. 68, p. 821-845.

■ L'AUTEUR

Vincent Tiberj

v.tiberj@sciencespobordeaux.fr

Professeur des universités, chercheur au Centre Émile-Durkheim et délégué recherche de Sciences Po Bordeaux.

Thèmes de recherche : comportements électoraux et politiques en France, en Europe et aux États-Unis ; psychologie politique ; modes de raisonnement des citoyens « ordinaires » ; sociologie politique des inégalités sociales et ethniques ; préjugés xénophobes et systèmes de valeurs.

A notamment publié

FILLIEULE O., HAEGEL F., HAMIDI C., TIBERJ V. (dir.), 2017, *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...*, Paris, Presses de Sciences Po.

TIBERJ V. (dir.), 2013, *Des votes et des voix. De Mitterrand à Hollande*, Paris, Éditions Champ social.

TIBERJ V., 2017, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France.